

<http://divergences.be/spip.php?article252>



Charles Reeve

Le « chavisme » ou l'art d'éviter le pire

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - Thématiques - Charles Reeve (J. Valadas) - Textes -

Date de mise en ligne : lundi 25 décembre 2006

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L173xH400/20-4-5a11d.jpg>

L'évolution de la situation politique et sociale au Venezuela suscite de nombreuses discussions, y compris au sein du milieu libertaire, où les positions vont du soutien plus ou moins critique au régime Chavez à un rejet net de ses principes et son fonctionnement. Le récent film de Ressler et Azzellini, *Cinq usines. Contrôle ouvrier au Venezuela*, réalisé en 2006, met l'accent sur un aspect mal connu de la situation vénézuélienne actuelle, les changements introduits par le nouveau pouvoir sur le terrain de la production. A l'aide d'interviews et témoignages de « gestionnaires » et de travailleurs, le film montre les conditions de travail dans cinq entreprises où fut installée une forme de gestion que certains - dont les auteurs - ont appelé « contrôle ouvrier ».

Le passage à Paris de deux camarades vénézuéliens fut l'occasion d'engager un débat public sur un document qui permet de sortir de l'affrontement strictement idéologique et d'aborder la situation actuelle à partir des conditions concrètes de la reproduction de la vie sociale. (« La Passerelle », fin septembre 2006). A., métallurgiste licencié vivant aujourd'hui de « l'économie informelle » et C., instituteur dans une petite ville de province sont des anciens militants des mouvements de « libération nationale », dont ils ont fait la critique. A contrario de la plupart des membres de ces groupes, qui ont rejoint le « projet chaviste » pour constituer aujourd'hui ses cadres locaux et nationaux, A. et C. font partie des quelques uns qui optèrent pour un engagement à la base dans les luttes. Ils revendiquent des positions socialistes antiautoritaires et mettent l'activité autonome des travailleurs au centre de leurs préoccupations.

Â°Â°Â°

Le texte d'invitation au débat situait les récents développements au Venezuela dans une perspective historique et dans un cadre plus large.

Les « 30 années glorieuses » ne le furent pas seulement pour les capitalistes dans les « pays développés » mais également en Amérique latine. A la suite de politiques keynésiennes d'intervention de l'Etat on y assista à une forte industrialisation et une importante modernisation économique et sociale. Si l'exode rural dépassait la demande de force de travail dans le milieu urbain, la perspective de l'ascension sociale n'était pourtant pas une simple illusion et les couches moyennes s'y développèrent de façon rapide. Les « mouvements de libération nationale » anti-impérialistes représentaient, en quelque sorte, les courants qui voulaient profiter de cette évolution - et éventuellement l'accélérer - sans pour autant avoir à se soumettre aux conditions d'un marché mondial dominé par les USA. L'épuisement du modèle keynésien, qui se manifesta mondialement mais étalé dans le temps, s'exprima dans les années 80 en Amérique latine par la crise de la dette extérieure. Les politiques néo-libérales qui s'en suivirent marquèrent le blocage social pour les habitants des bidonvilles et une dégradation de la situation matérielle des salariés et de la classe moyenne. L'effondrement du bloc soviétique et la conséquente unification du marché capitaliste à l'échelle de la planète, accentuèrent encore davantage cette tendance. Les mesures populistes disparurent et la misère s'est massivement étendue chez les classes exploitées. Dans un premier temps, les forces politiques qui s'étaient appuyées sur la stratégie soviétique contre la domination nord-américaine, se trouvèrent affaiblies, s'effondrèrent les une après les autres. Les terribles conséquences sociales des « expériences » de capitalisme libéral, ouvrirent une nouvelle phase de soulèvements et explosions sociales, dont la révolte du Chiapas et celle des prolétaires argentins furent deux moments marquants. Conséquence de cette évolution, la montée en puissance d'une nouvelle génération de forces politiques, mélangeant populisme et revendiquant un retour à l'intervention de l'Etat dans le champ social.

Dans un court exposé, C. revint sur cette analyse pour en venir plus concrètement au sens du projet « chaviste ».

« Au Venezuela, les dernières décennies du XXe siècle se sont caractérisées par une progressive perte de confiance de la population dans les institutions. Le système parlementaire ne répondait plus aux demandes et aux

aspirations de la société. La richesse se concentrait de plus en plus aux mains d'un cercle restreint d'exploiteurs, lequel monopolisait également le pouvoir politique, du gouvernement au parlement. La rente pétrolière - rognée par une baisse des prix du pétrole - était d'autant plus l'objet d'un pillage en règle de la part de la bourgeoisie. Ainsi, l'augmentation de la corruption est devenu l'un des traits dominants des deux derniers gouvernements de la IV^e république vénézuélienne.

En février 1989, une révolte populaire qui va durer plusieurs jours a mis en évidence l'ampleur du mécontentement. La révolte fut réprimée dans le sang et on dénombra des centaines de victimes. Mais, si cet événement a obligé la bourgeoisie à céder aux demandes salariales et autres revendications, elle l'a aussi poussée à réfléchir sur une nécessaire modification du cadre démocratique. Quelques années plus tard, en 1996, le patronat et le gouvernement, avec le soutien actif des syndicats et du parti socialiste, vont porter un nouveau coup aux travailleurs, modifiant le Code du travail en ce qui concerne le calcul du montant des prestations sociales, lequel était perçu par les travailleurs vénézuéliens comme un important acquis social. Le rôle joué alors par le ministre socialiste Petkoff, restera dans les mémoires.

Pendant ce temps, une conspiration grandissait au sein des forces armées, soudée par des thèmes nationalistes et boliviens. Cette agitation avait pour thèmes la corruption et la répression, nullement l'exploitation des travailleurs.

En 1992, deux tentatives (février et novembre) de coup d'état militaire contre le gouvernement font connaître H. Chavez. Et très rapidement ce personnage va émerger comme celui capable d'apporter une réponse aux inquiétudes de différentes couches de la société : comment sauver le régime démocratique ? Comment canaliser le grand mécontentement populaire envers les institutions ?

Une fois au gouvernement, Chavez ne cachera pas ses intentions : « Je suis là afin d'éviter le pire ! ». Et les premières mesures de son gouvernement ont pour but de réorganiser les institutions démocratiques capitalistes. La Constituante de 1999 et, cerise sur le gâteau, la « Constitution Bolivarienne », vont devenir les « nouvelles » références institutionnelles qui redonnent espoir à une partie de la bourgeoisie ; permettant le contrôle des manifestations, rages, méfiances de la population. Mais pour que cela puisse devenir une réalité il fallait encore mener une politique plus audacieuse, fondée sur la démagogie et le populisme, sur un langage radical et une irrévérence personnelle. Le sauveur devrait apparaître comme « Sauveur » aux yeux du peuple. Chavez était l'homme de la situation : d'origine populaire, métisse et militaire à la fois. Car il ne faut pas oublier combien le poids du « caudillisme » est fort dans l'histoire du Venezuela.

La mise en place d'un programme destiné à distribuer une petite fraction de la rente pétrolière exigeait deux conditions : les programmes devaient engendrer le sentiment qu'un changement social était en marche, l'Etat, désormais appelé « bolivarien », devait clairement apparaître comme le preneur de décisions. Et c'est ainsi qu'on a mis sur pied des programmes sociaux - les fameuses « missions » - dans le champ de l'éducation, de la santé, de l'emploi, de l'habitation et de la distribution d'aliments. Dans tous ces programmes les décisions sont prises du haut vers le bas, le point de vue des individus concernés ne vaut rien, sauf s'il va dans le sens des décisions déjà prises. Ainsi, la « nouvelle » démocratie ressemble comme une goûte d'eau à l'ancienne démocratie représentative. Dans la fameuse « révolution bolivarienne », le chômage, les bas salaires et l'insécurité règlent la vie des individus. Le quotidien des travailleurs vénézuéliens se reproduit dans un cadre bien concret : un salaire mensuel de 170 Euros dans le meilleur des cas, 50% de la population occupée dans des « emplois informels » (ce qui implique la précarité de l'emploi), sous la constante menace des gangs et de la police. En même temps, l'accroissement de la corruption se poursuit, les nouvelles couches de la bureaucratie socialiste « chaviste » s'enrichissent et changent de vie au vu et au su de la population. »

Â°Â°Â°

Pour ces camarades vénézuéliens, le film de Azzellini et Ressler semble avoir été conçu, avant tout, à l'intention du public européen connaissant mal la situation. Il est peu ou pas du tout connu au Venezuela et eux-mêmes l'ont découvert en Europe. A. remarque qu'un de ses amis, travaillant dans une des usines décrites dans le film, ignorait même son existence. Détail cocasse et significatif, l'un des principaux personnages du film, nouveau patron d'une usine métallurgique en « cogestion », est un ancien dirigeant gauchiste, qui fut un de leurs compagnons de captivité dans le passé.

Pour C., « ce film fait la promotion d'un soit disant mouvement social qui a pour but la construction d'un nouveau type de socialisme. Mais, en réalité, ce que le film montre nie cette proposition. Curieusement on établit un système de « cogestion » et d' « autogestion » en dehors de tout mouvement de lutte des travailleurs. Les intervenants semblent réciter un discours, et les décisions montrées ont pour but premier de discipliner la production, l'améliorer. Où est donc le changement radical des conditions de travail ? Il est évident que c'est l'Etat qui organise et soutient la survie des « expériences » dans des entreprises en faillite achetées par le gouvernement. »

Â°Â°Â°

On peut analyser le développement de ce qui se passe en Amérique du Sud de deux façons distinctes. La grille avant-gardiste classique, profondément ancrée dans la pensée politique, persiste à voir ces nouvelles forces populistes comme l'émergence d'une tendance politique anti-impérialiste au sens ancien (anti-capitalisme nord-américain), capable de guider les masses croissantes de déshérités vers un avenir plus juste. A l'opposé, comme le font C. et A., on peut voir dans la montée des populismes, non pas l'expression directe des révoltes populaires, mais une réponse politique cherchant à canaliser ces révoltes vers le terrain de l'Etat. Ce qui voudrait dire que ces forces politiques nouvelles, de Chavez à Lula, de Morales à Correa, seraient moins l'expression directe d'un mouvement populaire, leur porte paroles, mais plutôt la dernière émanation en date de l'ancien système politique et de ses institutions. Une réponse aux révoltes engendrées par la paupérisation croissante des sociétés d'Amérique latine.

Au cours du débat qui eu lieu à Paris, la première position ne s'est pas exprimée, bien qu'une personne soit partie indignée que l'on puisse considérer le projet chaviste comme une forme de gouvernement capitaliste. Si la majorité des présents s'est accordé à reconnaître au régime une dimension populiste et démagogique, certains ont souligné néanmoins que la nouvelle situation entraîne une amélioration des conditions de vie des exploités et laissés pour compte. Amélioration qu'il faut soutenir. A l'encontre de cette vision, d'autres, dont les camarades vénézuéliens présents, ont défendu que c'est le contenu politique de ces mesures qui compte, qui détermine, dans le long terme, les chances d'une transformation sociale émancipatrice. Deux schémas de pensée différents. Un centré sur une vision immédiate et tactique de la situation, un autre, qui, sans nier cette amélioration, met l'accent sur les conséquences politiques de la méthode autoritaire et étatique à l'œuvre. Comme l'a souligné une participante au débat, ces améliorations matérielles immédiates, dans la mesure où elles sont menées par une action de l'Etat, ne sont nullement garanties dans l'avenir, restent fragiles et totalement dépendantes de la stabilité du régime.

Les camarades vénézuéliens ont insisté sur le fait que l'agitation sociale reste très vive, les actions directes d'occupations de terres et de logements, les grèves, se succédant sans interruption. Que ces actions sont menées par des travailleurs qui se réclament pour la plupart du « chavisme ». Mais que, inévitablement, le régime intervient pour récupérer les mouvements et les ramener dans l'orbite de l'Etat. C. donne l'exemple d'une mobilisation menée dans son école contre le vandalisme de gangs. Les tentatives faites pour resserrer les liens sociaux et rétablir le contact avec les jeunes marginalisés n'ont pu se concrétiser et furent remplacées par des mesures sécuritaires imposées par les autorités chavistes. De son côté, A. explique comment l'incitation à la création de coopératives permet aux autorités de contrôler financièrement les activités informelles et induit les gens à se transformer en exploités de la main d'œuvre d'autrui, souvent des membres de leur propre famille.

Dans les mots même des camarades vénézuéliens, le résultat concret du « chavisme » est la revalorisation des institutions de l'Etat, celles même que le régime démocratique corrompu précédent avait vidé de crédibilité.

Le « chavisme » ou l'art d'éviter le pire

L'étouffement ou le renforcement de l'action indépendante des exploités et des laissés pour compte reste le facteur déterminant dans la suite des événements.

Paris, novembre 2006

Charles Reeve